

Tout savoir sur la dette



Julien Masson

À l'occasion de l'atelier « Tout savoir sur la dette » le 12 mai à 19h, la Bibliothèque publique d'information vous propose une sélection de ressources ainsi qu'une bibliographie sur la dette publique.

Tout savoir sur la dette

Le fameux « quoi qu'il en coûte » mis en place pendant la pandémie de covid-19 a provoqué une augmentation massive des dépenses publiques : en 2020, elles se sont élevées à 96,4 milliards d'euros, dont 86% sont liées à la crise sanitaire¹. La même année, un plan de relance de 100 milliards d'euros a été voté par le Parlement pour mettre fin à la récession économique, et les 27 de l'Union Européenne ont négocié une dette commune, une première depuis la création de l'Union Européenne. D'un montant de 750 milliards d'euros, cette dette permettra d'accorder des prêts et des subventions aux pays membres². On est loin de la règle imposée par le traité de Maastricht de maintenir la dette publique sous la barre des 60% du PIB... Fin 2021, la dette de la France s'élevait à 112,9% du PIB (soit 2 813 milliard d'euros)³ ! Cela ne plait pas à la Cour des Comptes qui engage le prochain gouvernement à réduire les dépenses publiques et à alléger le poids de la dette⁴. Mais comment faire pour rembourser une telle dette ? Jusqu'où l'État peut-il continuer à s'endetter ? Risque-t-il de faire faillite ? Peut-il décider d'annuler la dette ?

Pour comprendre les enjeux actuels autour de la dette publique, il faut s'intéresser à son rôle et à ses mécanismes. La dette publique se compose de l'ensemble des emprunts contractés par les administrations publiques. L'agence France Trésor est chargée de sa gestion. C'est elle qui emprunte auprès des banques françaises et internationales sur les marchés financiers. Ces banques peuvent ensuite revendre les obligations d'État aux épargnants et aux investisseurs (via le Livret A ou l'assurance-vie, par exemple). Une obligation est un titre de dette émis par l'État : c'est une somme d'argent prêté au Trésor Public et dont le remboursement à échéance s'accompagne d'intérêts. Le prix d'une obligation varie selon l'offre et la demande : si les investisseurs sont nombreux, le taux d'intérêt baissera et l'État pourra s'endetter pour moins cher. À l'inverse, un taux d'intérêt élevé alourdira la charge de la dette souveraine.

Si l'État emprunte de l'argent, c'est parce que ses dépenses sont supérieures à ses recettes. C'est une situation de déficit budgétaire, qui existe depuis 1975 en France. Chaque année au mois de décembre, le Parlement vote la Loi organique relative aux lois de finance (LOLF), qui définit le budget prévisionnel de l'État pour l'année à venir. Bien souvent, ce budget est déficitaire, car outre les dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, consommations courantes, etc.), l'État prévoit des investissements de moyen ou long terme (création d'infrastructures, investissements dans la recherche, etc.) dont les effets ne sont pas immédiats, mais qui permettront de stimuler la croissance économique grâce à des créations d'emploi ou le développement de secteurs d'activité. Ce seront autant de recettes à venir que l'État pourra collecter sous forme de prélèvements obligatoires. Une autre source d'endettement est la survenue d'une crise économique : face à la baisse de la production et de la consommation, l'État investit massivement pour relancer l'activité économique et sortir le pays de la récession. La crise de 2020 a montré l'efficacité de cette stratégie : la croissance économique, qui a perdu -8% en 2020, a rebondi de +7% en 2021⁵. Enfin, une raison moins avouable par les gouvernements pour expliquer l'explosion de la dette publique, c'est tout simplement l'inaction politique. Annoncer aux électeurs une politique de rigueur qui implique des hausses d'impôts et la réduction des dépenses liées aux services publics n'est certes pas très vendeur. Pour certains cependant, la bonne tenue des finances publiques est un argument de campagne.

Or, une bonne gestion des comptes publics ne signifie pas que le solde budgétaire de l'État soit nul. Cela peut sembler contre-intuitif, mais la comparaison entre la dette d'un État et celle d'un individu est peu pertinente, voire trompeuse. Contrairement aux ménages, l'État peut tout à fait « vivre au-dessus de son budget » car sa durée de vie est illimitée. Sans échéance précise à laquelle il doit avoir remboursé l'ensemble de sa dette, l'État peut continuer à emprunter pour se financer et pour... rembourser sa dette. Il peut ainsi faire « rouler la dette » indéfiniment, en empruntant à l'un pour rembourser à l'autre. Par ailleurs, il faut souligner que contrairement aux ménages, l'État décide lui-même de ses revenus en faisant voter son budget au Parlement pour l'année à venir. Il peut donc décider d'accroître ses recettes en

¹ « Covid-19 : des dépenses publiques en forte hausse depuis le début de la crise sanitaire », Vie Publique, 15/09/21. [Accessible en ligne.](#)

² « Plan de relance : l'Union européenne peut démarrer son processus de dette commune », Le Monde, 31/05/21. [Accessible en ligne.](#)

³ « À la fin du quatrième trimestre 2021, la dette publique s'établit à 2 813,1 Md€ », INSEE, 29/03/22. [Accessible en ligne.](#)

⁴ « Cour des comptes 2022 : le redressement incertain des finances publiques », Vie Publique, 16/02/2022. [Accessible en ligne.](#)

⁵ « Point de conjoncture du 8 février 2022 », INSEE, 08/02/22. [Accessible en ligne.](#)

augmentant les impôts ou en privatisant des biens ou entreprises qui lui appartiennent. Enfin, une particularité de l'État par rapport aux ménages est qu'il détient le monopole de la création monétaire, via la Banque de France. En effet, les banques centrales peuvent acheter des titres de dette publique en créant de la monnaie ex nihilo. Ce mécanisme, appelé « monétisation de la dépense publique » ou encore « planche à billets », permet de transformer les titres de dette et les bons du Trésor en monnaie (pièces et billets de banque, réserve des banques à la banque centrale). En principe, l'État a donc très peu de chance de faire défaut, ce qui explique pourquoi les obligations d'État sont considérées comme non-risquées sur les marchés financiers.

La monétisation de la dette publique est une solution pratique mais risquée : si la banque centrale émet une quantité trop importante de monnaie par rapport à l'économie du pays et sa capacité de production, il y a des chances que cet excès de liquidités provoque de l'inflation. En effet, les agents économiques verront leurs revenus augmenter, ce qui va stimuler la consommation et gonfler la demande. Si l'offre reste la même, les prix vont monter. Ce scénario a déjà eu lieu dans l'histoire et a montré ses conséquences catastrophiques (par exemple : l'hyperinflation en Allemagne entre 1921 et 1924). Pour éviter cela, le traité de Maastricht (1992) interdit le financement des pays membres de l'Union Européenne par la Banque Centrale Européenne (BCE). La BCE est un organe indépendant et sa principale mission est de maintenir la stabilité des prix. Cependant, lorsque les États n'arrivent plus à emprunter sur les marchés financiers à cause de la défiance des investisseurs, la BCE intervient pour éviter l'emballement des taux d'intérêt. Comme elle ne peut pas acheter directement des titres de dette aux États, elle rachète ces titres aux agents privés qui souhaitent les revendre sur le marché secondaire. Grâce à ces rachats, la BCE rassure les investisseurs et fait baisser les taux d'intérêts. En injectant de la liquidité dans les marchés financiers, elle espère stimuler la croissance, mais prend aussi le risque d'alimenter des bulles spéculatives...

Si l'État peut « vivre au-dessus de ses moyens », existe-t-il une limite à son endettement ? Théoriquement, oui : pour que la dette publique soit soutenable, sa charge doit rester stable, autrement dit les taux d'intérêt ne doivent pas augmenter plus vite que les recettes de l'État et que le PIB du pays. Or, les recettes de l'État sont principalement constituées d'impôts et de cotisations sociales payés par le contribuable. La question du consentement à l'impôt est donc primordiale. À l'autre bout de la chaîne, les investisseurs peuvent perdre confiance dans un État qu'ils jugent trop dispendieux et décider de ne plus lui prêter d'argent. À noter qu'un État ne peut pas « faire faillite », car il n'est pas une entreprise et ses actifs ne peuvent pas être liquidés. En revanche, il peut se retrouver en défaut de paiement, c'est-à-dire dans une situation où il n'a plus les moyens de payer ses échéances. Dans ce cas, il doit s'appuyer sur les institutions monétaires (BCE, FMI) pour qu'un plan de sauvetage restructure sa dette et la rende à nouveau soutenable. C'est une mésaventure qu'a connue la Grèce en 2010. Entre 2010 et 2015, le FMI et la BCE lui ont prêté 260 milliards d'euros pour lui éviter la cessation de paiement⁶. En échange, le pays a accepté de mettre en place des mesures d'austérité visant à réduire drastiquement ses dépenses : gel du salaire des fonctionnaires, baisse du salaire minimum, réforme du marché du travail, augmentation de la durée de cotisation pour la retraite, hausse de la TVA, etc.

De nombreux économistes⁷ dénoncent cette politique d'austérité qui fragilise les plus précaires. À la place, ils proposent tout simplement d'annuler une partie de la dette publique. Techniquement, rien n'empêche la BCE d'effacer les titres de dette publique qu'elle a rachetés et qui représentent 25% de toute la dette de la zone euro. Puisqu'elles ont la capacité de créer de la monnaie, les banques centrales sont à l'abri de la faillite et peuvent aisément fonctionner avec des fonds propres négatifs. En tant qu'uniques actionnaires de la BCE, les États membres se doivent donc de l'argent à eux-mêmes. Christine Lagarde, présidente de la BCE, a néanmoins fermé la porte à une possible annulation de la dette détenue par la BCE, car « ce serait une violation du traité [de Lisbonne] »⁸. Au-delà de la question juridique, les opposants à l'annulation de la dette mettent en garde contre les effets pervers d'une telle mesure : les marchés financiers

⁶ « Depuis 2010, 260 milliards d'euros ont été prêtés à la Grèce », Le Monde, 29/06/15. [Accessible en ligne.](#)

⁷ « L'annulation des dettes publiques que la BCE détient constituerait un premier signal fort de la reconquête par l'Europe de son destin », Tribune de près de 150 économistes français et européens, Le Monde, 05/02/21. [Accessible en ligne.](#)

⁸ « L'article à lire pour comprendre le débat sur l'annulation de la dette », France Info, 24/02/21. [Accessible en ligne.](#)

risqueraient de perdre confiance et de se détourner des titres de dette, tandis que les agences de notation pourraient décider de dégrader la note de la France, avec à la clé une hausse des taux d'intérêts.

Cette dépendance de l'État aux marchés financiers peut interroger. Jusqu'en 1980, les emprunts contractés sur les marchés de capitaux ne représentaient que 20% de la dette publique française⁹. Aujourd'hui, les agents privés sont les principaux détenteurs de la dette (principalement les banques et les fonds d'investissement), et 47,8% d'entre eux sont non-résidents¹⁰. Cela pose un problème de souveraineté : en effet, l'État doit composer avec des créanciers qui peuvent à tout moment faire chuter la valeur des titres français sur le marché obligataire, et ainsi nuire au financement des réformes qu'ils jugeraient contraire à leurs intérêts. Selon certains économistes, c'est sous la pression des marchés financiers que les gouvernements décident d'appliquer une politique néolibérale (flexibilisation du marché du travail, privatisation du secteur public, retraite par capitalisation, réduction des aides sociales, baisses d'impôts, etc.). Ils sont nombreux à demander une meilleure régulation de la finance, et notamment une taxation de la spéculation sur les titres de dette publique. Des fonds spéculatifs ou de la BCE, de quel côté ruisselle « l'argent magique » ?

Sommaire de la bibliographie

Comprendre la dette publique	4
Crise de la dette : rembourser ou annuler ?	6
Dette publique et souveraineté	9

Tout savoir sur la dette

Atelier animé par

Baptiste Bridonneau, économiste, doctorant au laboratoire EconomiX de Paris Nanterre

Informations pratiques

Le 12 mai 2022 à 19h

Bibliothèque publique d'information

Atelier 1, niveau 2

Entrée rue Beaubourg, 75004 Paris

Entrée libre, sans réservation, dans la limite des places disponibles

⁹ André Orléans. *L'ordre de la dette: enquêtes sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché* (pp. 5-10). Paris: La Découverte, 2022.

¹⁰ Bulletin mensuel (n°382) de l'Agence France Trésor, mars 2022. [Accessible en ligne.](#)

Comprendre la dette publique



Economie de la dette

Anton Brender, Florence Pisani, Émile Gagna. La Découverte, 2021.

Analysant les liens fondamentaux entre l'endettement et l'activité économique, les auteurs soulignent que la volonté des ménages d'épargner oblige les Etats à recourir à la dette publique, ce qui représente un danger marginal si les sommes mobilisées sont bien investies.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 BRE



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur

https://www.cairn.info/numero.php?ID_NUMPUBLIE=DEC_BREND_2021_01



La dette publique : précis d'économie citoyenne

Les Économistes atterrés. Seuil, 2021.

Le collectif déconstruit les idées reçues sur la dette publique grâce à des informations sur le budget de l'Etat, les modalités de son financement et la manière dont la dette enrichit les citoyens aisés. Ils donnent des clés pour aider les Etats à affronter la récession sans provoquer une crise des finances publiques.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 ECO



Le dictionnaire indispensable de la dette

Marc Touati. Éditions du Moment, 2015.

Fin 2015, la dette devrait atteindre les 100% du produit intérieur brut du pays. Quelle en est l'origine ? Les conséquences ? Qui sont les créanciers ? Quelles solutions pour s'en sortir ? Autant de questions abordées dans ce dictionnaire.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 TOU



Comprendre la dette publique

Laurent Braquet, Jean-Pierre Biasutti. Bréal, 2020.

Une synthèse pour comprendre l'ensemble des données et des points de vue sur l'endettement public. Elle éclaire les diverses questions que soulèvent la solvabilité des Etats et la maîtrise des dettes souveraines dans une économie globalisée et propose des pistes pour réduire le poids de l'endettement public.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 BRA



Parlons dette en 30 questions

Jean-Marie Monnier. La Documentation française, 2017.

En une trentaine de points, des informations factuelles et chiffrées sur la dette et la crise européenne, les solutions à envisager.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 MON

BIBLIOVox
BY CYBERLIBRIA

Créez votre compte lecteur à la BPI sur Bibliovox.com et lisez ensuite l'ouvrage à distance

<https://www.bibliovox.com/catalog/book/docid/88867286?searchterm=dette>



Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la dette : guide visuel à destination des esprits curieux et pressés

François Doux. Hatier, 2012.

Un guide illustré pour comprendre la crise de la dette et l'histoire de la finance de la période sumérienne à aujourd'hui.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 DOU



Dette : 5.000 ans d'histoire

David Graeber. Les Liens qui libèrent, 2013.

L'anthropologue remet en perspective l'histoire de la dette depuis 5.000 ans. Il démontre que le système de crédit précède la naissance de la monnaie et que la dette a donc toujours structuré les systèmes économiques et les rapports sociaux.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 GRA



Une histoire de la dette publique en France

Sous la direction de Michel Lutfalla. Classiques Garnier, 2017.

L'histoire de la dette publique est retracée depuis François Ier jusqu'à François Hollande. Les contributions abordent l'évolution des causes de la dette publique notamment la guerre, les travaux publics et les dépenses sociales ainsi que la manière dont les gouvernements successifs ont traité leurs créanciers en utilisant la banqueroute, violente ou silencieuse.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 HIS



**CLASSIQUES
GARNIER**
NUMÉRIQUE

Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur

<https://classiques-garnier.com/une-histoire-de-la-dette-publique-en-france-1.html>



Le système dette : histoire des dettes souveraines et de leur répudiation

Éric Toussaint. Les Liens qui libèrent, 2017.

Le recours à l'endettement extérieur et l'adoption du libre-échange constituent à partir du XIXe siècle un facteur fondamental de la mise sous tutelle d'économies entières par les puissances capitalistes. Cette dictature de la dette n'est pas inéluctable. La répudiation des dettes de certains Etats est présentée, ainsi que la notion de dette odieuse.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 TOU



Maîtriser la dette publique : les leçons de l'histoire

L'Économie politique n° 61. Alternatives économiques, 2014.

Autour du thème de la dette publique en général mais aussi en zoom sur l'Union européenne, voici une rétrospective sélective de pistes et de solutions qui ont pu être mises en œuvre pour résoudre ce problème dans l'histoire.



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur

<https://cutt.ly/TGR2NEo>



La dette publique dans l'Histoire

Comité pour l'histoire économique et financière de la France-IGPDE, 2006.

Ensemble de contributions d'historiens et d'économistes sur l'histoire de la dette publique en France et à l'étranger. Elles permettent de mettre à jour l'émergence d'un système de dette publique analogue à celui d'aujourd'hui, dans l'Occident médiéval mais aussi d'en montrer l'absence et de voir comment les sociétés qui en étaient dépourvues ont pu gérer leur budget.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 DET



OpenEdition

Books

Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur

<https://books.openedition.org/igpde/1180>



Il était une fois... l'argent magique : conte et mécomptes pour adultes

Jean-Marc Daniel. Cherche Midi, 2021.

Alors que la France, mais également les autres pays européens et les Etats-Unis, laissent filer les dépenses et les déficits avec une apparente décontraction à la suite de la crise liée à l'épidémie de Covid-19, l'auteur revient sur l'histoire de la monnaie, sur le rôle technique d'une banque centrale et sur les risques qu'implique une émission croissante de masse d'argent.

À la Bpi, niveau 3 : 333.4 DAN



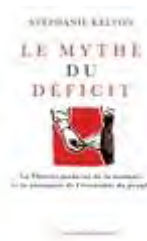
Vive la banqueroute ! Comment la France a réglé ses dettes, de Philippe le Bel au général de Gaulle (Suivi de : L'irréalisme, c'est eux !)

Frédéric Lordon. Fakir éditions, 2013.

Dix courts récits montrent les alternatives à la rigueur choisies par les dirigeants français au cours de l'histoire pour payer leurs dettes. Ils montrent l'audace de ces chefs d'Etat : la loterie de François Ier qui désignait le seul créancier remboursé, le procès fait par Colbert aux oligarques ou la théorisation de la banqueroute par le ministre des Finances de Louis XV.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 VIV

Crise de la dette : rembourser ou annuler ?



Le mythe du déficit : la théorie moderne de la monnaie et la naissance de l'économie du peuple

Stephanie Kelton. Les Liens qui libèrent, 2021.

Une analyse radicale remettant en cause toutes les idées reçues sur le déficit et, au-delà, sur la pensée économique contemporaine. L'auteure aborde notamment l'inflation, le commerce mondial ou encore la construction d'une économie pour le peuple.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 KEL



Lâchez-nous la dette !

Eric Coquerel. Éditions de l'Atelier, 2021.

En France, la dette a explosé suite à la Covid-19 et à la crise sanitaire. L'auteur affirme que l'exécutif a utilisé cette hausse comme un prétexte à la mise en place de politiques libérales et antisociales qui impactent les dépenses publiques et pénalisent les travailleurs. Il propose d'annuler la dette liée à l'épidémie et de recourir à d'autres critères pour évaluer la santé économique du pays.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 COQ



Les crises de la dette publique : XVIIIe-XXIe siècle

Comité pour l'histoire économique et financière de la France-IGPDE, 2019.

Des études consacrées aux causes de l'augmentation de la dette publique depuis le XVIIIe siècle, que ce soit en Russie, en France, en Italie, en Afrique subsaharienne ou en Suède, ainsi qu'aux différentes méthodes appliquées pour tenter de l'enrayer.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 BEA

BIBLIOVox
BY CYBERLIBRIA

Créez votre compte lecteur à la BPI sur [Bibliovox.com](https://www.bibliovox.com) et lisez ensuite l'ouvrage à distance

<https://www.bibliovox.com/book/88920393>



Peut-on croire à l'annulation de la dette ?

Podcast de France Culture à écouter en ligne : <https://cutt.ly/yGS8Md5>

La "dette Covid" s'accroît de jour en jour et un nouveau bras de fer s'engage entre partisans d'une restructuration budgétaire et de l'annulation de la dette. La situation exceptionnelle et les erreurs commises lors de la crise grecque pourraient-ils faire pencher la balance aujourd'hui ?



Déficit et dette en temps de crise

François Lequiller. Economica, 2018.

Des explications sur les modes de calcul des indicateurs employés pour juger les finances publiques et la politique économique d'un pays selon les règles en vigueur au sein de l'Union européenne, dont les critères de Maastricht, la procédure de déficit excessif et les programmes d'austérité. Des exemples, notamment en France et en Grèce, étayent le propos.

À la Bpi, niveau 3 : 334.52 LEQ



Effacer les dettes publiques : c'est possible et c'est nécessaire

Hubert Rodarie. MA éditions, 2020.

L'auteur propose la réforme des échanges internationaux, commerciaux et financiers afin de supprimer la dette publique et ainsi renforcer les principes d'une économie libre menacés par des interventions de plus en plus dirigistes venant d'autorités de toutes natures.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 ROD



La France peut-elle tenir encore longtemps ?

Agnès Verdier-Molinié. Albin Michel, 2021.

L'auteure fait le point sur les finances publiques de la France et son endettement. Des impôts à l'utilisation de l'argent public en passant par l'organisation des administrations, tout est à revoir selon elle. Elle évoque également le chômage et les entreprises surtaxées.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 VER



La dette, arme de dissuasion sociale massive

Jacques Rigaudiat. Éditions du Croquant, 2018.

Réflexions sur le coût de la dette publique en France, ses conséquences sur l'économie, le déficit budgétaire ou la Sécurité sociale. Selon l'économiste, les menaces récurrentes de faillite sont exagérées et ne rendent pas compte de la réalité. Il assure notamment que d'autres pays sont dans une situation similaire à celle de la France sans rencontrer de problèmes.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 RIG



L'hélicoptère monétaire : au-delà du mythe

Alais Martin Ballon, Florin Bilbiie, Gilles Saint-Paul. Rue d'Ulm, 2021.

Une présentation de la monnaie hélicoptère et de ses enjeux. Relancée suite à la crise de la dette souveraine de la zone euro au début de l'année 2010 et aux conséquences de la crise de Covid-19, cette idée consiste à injecter de la monnaie dans l'économie sous forme de transferts directs aux individus plutôt que par l'intermédiaire d'interventions des banques centrales.

À la Bpi, niveau 3 : 333.4 BIL



Le ministère des contes publics

Sandra Lucbert. Verdier, 2021.

Cet essai étudie l'impact du langage sur la perception du monde de la finance. L'auteure s'intéresse principalement au discours automatique et à la perte de sens qu'il induit à propos de son sujet, le rendant de plus en plus obscur pour le grand public. La dette publique sert d'exemple à cette réflexion.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 LUC



La vérité sur la dette grecque

Commission pour la vérité sur la dette publique. Les Liens qui libèrent, 2015.

Rapport de la commission du Parlement grec créée en avril 2015, sur l'origine de la dette grecque et son évolution depuis 1990, les causes de son augmentation, la façon dont elle a été contractée, l'impact sur l'économie et la population, les résultats et conséquences des politiques mises en œuvre.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 VER



Les dettes publiques à la dérive : anatomie d'un monde financièrement fragilisé

Cercle Turgot. Eyrolles, 2018.

Une analyse des conséquences des politiques mises en œuvre au cours de la dernière décennie en matière économique et budgétaire, dont l'accroissement des dettes publiques, malgré le retour de la croissance et la baisse constante des taux d'intérêt, est symptomatique.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 DET



La dette publique et comment s'en débarrasser : désendetter les Etats européens sans compromettre la croissance, c'est possible !

André Grjebine. PUF, 2015.

Cet essai propose une nouvelle politique de désendettement en prônant la monétisation des dettes publiques des Etats de l'Union européenne c'est-à-dire leur rachat par la Banque centrale.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 GRJ



Dette publique : sortir du catastrophisme

Bruno Tinel. Raisons d'agir, 2016.

B. Tinel propose une analyse des mécanismes de la dette publique, sous un angle à la fois critique et didactique et s'appuyant sur les données statistiques nationales et internationales. Il souligne également sa dimension politique.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 TIN



La dette : potion magique ou poison mortel ?

Cercle Turgot. Télémaque, 2020.

23 économistes analysent le recours massif à la dette des gouvernements et des institutions financières internationales face à la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 TUR

Dette publique et souveraineté



La démocratie disciplinée par la dette

Benjamin Lemoine. La Découverte, 2022.

Une étude des effets de la dette publique sur les décisions politiques et l'organisation démocratique des nations. La pandémie de Covid-19 a relancé les débats sur les outils de financement de la crise, la création monétaire et l'annulation des dettes détenues par les banques centrales.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 LEM



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur

<https://www.cairn.info/la-democratie-disciplinee-par-la-dette--9782348072963.htm>



La dette souveraine : économie politique et Etat

Sous la direction de Julia Christ et Gildas Salmon. EHESS, 2018.

A partir de l'étude de l'ouvrage de Wolfgang Streeck, Du temps acheté : la crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique, dans lequel le philosophe analyse l'endettement croissant des Etats, les contributeurs proposent une réflexion sur les liens entre l'économie et la politique.

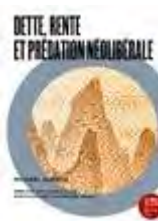
À la Bpi, niveau 3 : 336.31 DET



OpenEdition
Books

Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur

<https://books.openedition.org/editionsehess/12343>



Dette, rente, et prédation néolibérale : une anthologie de l'œuvre de Michael Hudson

Michael W. Hudson. Le Bord de l'eau, 2021.

Une anthologie de textes d'économie critique de l'économiste contemporain américain. M. Hudson a consacré toute sa carrière à l'étude de la dette, tant domestique qu'extérieure. Son analyse des économies contemporaines s'appuie sur une reconstitution de l'histoire de la dette depuis Babylone, d'où résulte une critique radicale de l'économie de rente actuelle.

À la Bpi, niveau 3 : 330.88 HUD



L'ordre de la dette : enquête sur les infortunes de l'Etat et la prospérité du marché

Benjamin Lemoine. La Découverte, 2016.

Enquête historique et sociologique décrivant les modalités qui, depuis 1945, ont peu à peu arrimé les comptes publics aux intérêts privés de la finance, l'installant au centre de la scène politique. Retraçant sa fabrication, les évolutions de son calcul, de sa vente et de sa distribution sur les marchés financiers, elle éclaire la manière dont les acteurs variés la manipulent et lui donnent sens.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 LEM



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur

<https://www.cairn.info/l-ordre-de-la-dette--9782348073540.htm>



Quoi qu'il en coûte : sortir la dette des griffes de la finance

Jean-Marie Harribey, Pierre Khalfa, Jacques Rigaudiat. Textuel, 2022.

Trois experts analysent les enjeux de la dette publique et ses mécanismes dans une ère néolibérale bouleversée par la crise sanitaire de 2020.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 HAR



Les banques centrales servent-elles nos intérêts ?

Peter Dietsch, François Claveau, Clément Fontan. Raisons d'agir éditions, 2019.

Critique du mandat des banques centrales, cet ouvrage propose une réforme de celles-ci. Pour les universitaires, leur modèle doit être réévalué et s'adapter à l'économie moderne, en prenant notamment en compte le rôle qu'elles ont joué après la crise financière mondiale de 2007.

À la Bpi, niveau 3 : 333.3 DIE



Abolir la dette : travailler sans crédit

Bernard Friot, Denis Baba. Atelier de création libertaire, 2019.

Réflexions sur la possibilité d'un contrôle démocratique de l'économie capable d'émanciper cette dernière des créanciers, libérer la production de toutes les formes de crédit, fussent-ils publics, et empêcher les institutions capitalistes de saborder les bases matérielles des civilisations humaines.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 FRI



Leur dette, notre démocratie !

Attac. Les Liens qui libèrent, 2013.

Cet essai revient sur le phénomène de la dette, ainsi que sur les liens de la finance avec la démocratie, avec la société et avec l'écologie. Il interroge la notion de citoyenneté.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 LEU



La monnaie, entre dettes et souveraineté

Michel Aglietta. Odile Jacob, 2016.

Cinq mille ans d'histoire sont nécessaires pour saisir l'unité du phénomène monétaire et son rapport à la souveraineté. Les auteurs proposent une approche pluridisciplinaire faisant appel à l'anthropologie, à l'histoire et à l'économie politique pour comprendre la monnaie dans toute sa complexité à travers les transformations conjointes des ordres politiques et des systèmes monétaires.

À la Bpi, niveau 3 : 333.4 AGL



Déficits publics : la démocratie en danger

Alain Lambert. Armand Colin, 2013.

Selon l'auteur, après la Grèce, l'Espagne et l'Italie, la France pourrait bien être la prochaine victime de la crise des déficits publics. Après avoir analysé les causes de cette situation, il propose des solutions pour rééquilibrer les comptes publics, dans une Europe réinventée, et invite les citoyens à agir.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 LAM



Les dettes illégitimes : quand les banques font main basse sur les politiques publiques

François Chesnais. Raisons d'agir éditions, 2011.

De nombreux pays européens ont vécu au-dessus de leurs moyens. Les banques européennes ont des bilans fragiles, elles ont créé trop de crédit par rapport à leurs dépôts et fonds propres. Les politiques de rigueur budgétaire et de réduction salariale de l'UE, de la BCE et du FMI enfoncent l'Europe dans la dépression. L'auteur prône l'annulation des dettes européennes.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 CHE



Spéculation et « dette souveraine »

Rencontre avec Xavier Timbeau à regarder en ligne sur la WebTV (2013) : <https://cutt.ly/9GDoWHE>

Qu'est-ce que la spéculation ? Pourquoi parle-t-on d'une « économie casino » ? Et qui sont les spéculateurs ? Pour certains économistes, la spéculation a une fonction stabilisatrice, mais pour

d'autres cette affirmation est démentie par la crise des « subprimes ». L'aide massive que les États ont alors apportée aux banques en faillite a eu pour conséquence d'accroître la « dette souveraine » et permis d'organiser la spéculation contre... les États. On a alors beaucoup parlé des agences de notation : quelle est leur compétence et leur légitimité ? Pourquoi l'Europe est-elle particulièrement vulnérable ? Quel est le rôle de la Banque Centrale Européenne ?



Reprendre le contrôle de la dette : pour une réforme radicale de la monnaie, du crédit et des banques

Adair Turner. Éditions de l'Atelier, 2017.

L'ancien président de l'Autorité des services financiers britanniques, de 2008 à 2013, propose une réflexion critique sur le système bancaire et le libéralisme économique-financier qu'il juge responsables de la crise de 2008. Il dégage des pistes de réforme de la monnaie et des banques pour relever les futurs défis de l'économie mondiale.

À la Bpi, niveau 3 : 333 TUR



Néolibéralisme et crise de la dette

Bernard Teper, Michel Zerbato. Osez la République sociale, 2012.

Analyse la crise de la dette des États et met en cause directement le néo-libéralisme et ses acteurs économiques qui ont petit à petit remplacé le pouvoir politique.

À la Bpi, niveau 3 : 330.6 TEP